

TOURNAI-RUMES-BRUNEHAUT-ANTOING

La proximité, préoccupation constante



Des policiers le plus possible dans la rue ? La volonté est là mais ce n'est, hélas !, pas si simple...

• **Christophe DESABLENS**

La proximité reste une constante dans la réflexion au sein de la zone du Tournaisis, insiste Paul-Olivier Delannois, président de zone et bourgmestre de Tournai. Pour preuve, chaque commune (Brunehaut, Antoing et Rumes) partenaire a encore son commissariat et les districts tournaisiens ont encore le leur : Kain, Gaurain et Templeuve. « Dans ce dernier village, un nouveau commissariat est d'ailleurs en construction sur le site SATA, ce qui témoigne de ce que la proximité reste dans notre esprit ».

Mais le président de zone le concède : il existe un sentiment plus ou moins répandu selon lequel la police n'est plus souvent



Quand la police doit garder des prisonniers dans les prisons, c'est son travail de base quelle ne peut pas assumer.

BELGA

présente dans la rue. « Je crois qu'on n'en fera jamais assez. Quand je me promène, je vois des policiers ; ils sont dans leur combi ou à pied, ils sont bien visibles. Le chef de corps est vigilant à cet égard : des horaires décalés ont été mis en place pour que la police soit aussi visible en soirée et pas seulement à des heures de bureau. Les bons résultats récents en matière de lutte contre le trafic de drogue ne sont pas dus au hasard : c'est le fruit d'un travail de terrain, avec l'appui de la police de proximité ». Paul-Olivier Delannois dit avoir défendu aussi devant ses collègues du collège communal la nécessité de limiter les économies sur les postes relatifs à la sé-

curité, tant en matière policière qu'en matière de services de secours.

La police de proximité détournée de son travail quotidien

La réforme des polices promettait de rapprocher la police du citoyen. Entre la théorie et la pratique, il y a la réalité de terrain. « Et là ce n'est pas évident du tout. Le problème, c'est que toute une série d'événements détournent notre police de proximité de son travail quotidien : une fois c'est pour gérer la circulation lors d'une grève de camionneurs, une fois c'est pour assurer la sécurité dans la prison en raison d'une grève des gardiens, une

fois c'est pour assurer le maintien de l'ordre à l'occasion d'une manifestation populaire, culturelle, festive ou sportive. Soit autant de circonstances pour lesquelles nous n'avons aucune prise sauf décider d'interdire une de ces organisations ».

De nombreuses charges administratives ou de nouvelles dispositions juridiques occupent aussi la police de proximité. Un exemple parmi d'autres ? Depuis 2012, la loi Salduz (qui impose en principe la présence d'un avocat aux côtés de tout suspect interrogé, spécialement lorsqu'il est privé de liberté) occupe davantage d'effectifs policiers. « En attendant, il faut faire

De nombreuses charges administratives accaparent aussi pas mal d'énergie de la police de proximité.

tourner la boutique. Dans un contexte qui n'est pas du tout évident puisque le fédéral se décharge toujours plus de toute une série de missions tant financièrement qu'administrativement ».

Une question de confiance et de bon sens

Les zones de police se sont affranchies du pouvoir communal après la réforme, elles ont acquis davantage d'autonomie sur toute une série de choix opérationnels. Ce n'est pas quelque chose qui perturbe Paul-Olivier Delannois. « Quand je suis arrivé comme président de la zone de police, je ne connaissais pas le chef de zone. Eh bien on a appris à se connaître et mon expérience me fait dire que notre travail se résume entre une bonne dose de bon sens et une confiance réciproque.

J'ai toujours tendance à me méfier de cette manière idyllique de voir le passé. Un bourgmestre qui suggérerait à son commissaire en chef de placer ses hommes à tel ou tel endroit pendant les trois jours de la du casse du village, était-ce la meilleure des choses ? La vision stratégique et professionnelle des hommes de terrain peut être parfaitement complémentaire de la vision de l'homme politique que je suis ». ■

PÉRUWELZ-BERNISSART

Les Communes, dindons de la farce...

Le gouvernement fédéral promettait une police plus proche du citoyen... Au final, ce sont les Communes qui doivent toujours plus mettre la main au portefeuille, constate Daniel Westrade.

• **Christophe DESABLENS**

Une plus grande police de proximité était une promesse de la réforme. Daniel Westrade, le président de la zone Péruwelz-Bernissart, a un avis circonstancié sur la question mais il estime que le gouvernement fédéral n'a pas assumé son rôle. « Il n'a absolument pas tenu sa promesse au niveau du financement des zones. Ça devait être moitié-moitié et finalement ce sont les Villes et Communes qui doivent payer le plus : les salaires, les révisions barémiques, les investissements

en matériel ». Les Communes n'ont pas le choix : elles doivent financer cette police de proximité. « Pour mettre en place une brigade canine, pour faire en sorte que les délais d'intervention soient les plus courts possibles (moins de douze minutes), pour que les hommes disposent de véhicules efficaces... »

M. Westrade est conscient que le citoyen peut avoir le sentiment que sa police de proximité est moins proche des gens qu'avant. « Parce que l'organisation a changé, parce qu'il n'y a plus de garde champêtre, parce qu'on les voit moins dans un territoire beau-



Les Communes doivent consentir beaucoup d'efforts financiers pour leur maintenir un bon niveau d'efficacité.

coup plus vaste... Les agents de quartier existent toujours mais ils sont affectés à des tâches plus administratives qu'ils ne devaient pas faire auparavant ».

Quid de l'affranchissement des zones de police par rapport au pouvoir communal ? Là aussi, la réflexion est nuancée. « Le bourgmestre ne dirige plus sa police comme c'était le cas auparavant, en fixant ses priorités qui n'étaient pas forcément les plus utiles pour le citoyen. L'opérationnel est devenu une affaire de spécialistes, avec un conseil de sécurité qui se réunit régulièrement et un chef de corps qui réalise des priorités en fonction de ses moyens. Cela dit, je garde de bons rapports avec les agents de quartier, les bourgmestres peuvent encore avoir des demandes d'ordre opérationnel administratif ». ■

MOUSCRON

« Nos agents de quartier sont les yeux et les oreilles du commissariat »

Une vingtaine d'hommes et de femmes travaillent dans les cinq antennes de quartier de la commune. Une proximité essentielle.

• Thomas TURILLON

Les agents de quartier sont un peu la continuité repensée des gardes champêtres, des personnes de proximité. « Lorsque j'ai commencé, ces gardes champêtres relevaient les forces motrices, allaient porter la plaque des vélos chez les gens... Maintenant, les agents de quartier ont été déchargés d'une grosse partie des tâches administratives pour se focaliser davantage sur le côté police de proximité. Ils font de l'immersion dans leurs quartiers et connaissent tout ce qui les compose, dit Christine Noterdeam, commissaire divisionnaire à la zone de police de Mouscron, qui explique comment l'idée d'antennes de police dispatchées dans la Ville est née. C'était un choix du bourgmestre de l'époque, Jean-Pierre Detremmerie, qui craignait que certains quartiers ne voient

« La police est un tabouret à trois pieds : la proximité, l'intervention et le judiciaire. Il en manque un et tout est bancal ! »

plus du bleu par la fusion de la police et de la gendarmerie. »

HESTIA : une plateforme d'échanges en cours de test

Aujourd'hui, le commissariat principal de la rue Henri Debavay dispose de pas moins de cinq satellites sur l'entité : à Dottignies, à Herseaux, au Tuquet, au Nouveau-Monde et en centre-ville, précisément à la Rénovation urbaine pour quelques mois encore (voir encadré). « Ce sont des lieux centraux pour nos agents de quartier. Ainsi,

le Nouveau-Monde permet aussi de s'occuper du Risquons-Tout tout comme l'antenne du Tuquet gère le Mont-à-Leux, la Marlière et le stade par exemple.

Ces délocalisations ont l'avantage d'une réelle immersion dans les quartiers et les échanges d'informations informels d'antan les ont rendus plus formels. Ils se font via les réunions hebdomadaires avec les chefs d'antenne et leurs officiers qui remontent ensuite au commissariat, via les communications téléphoniques, via une informatique développée. On informatise actuellement les fiches quartiers via un programme HESTIA en cours de test. Dans le respect de la nouvelle législation sur la vie privée, c'est une mise à jour des informations sur les nouvelles domiciliations (y a-t-il une arme, un chien...), continue notre interlocutrice qui souligne que les domiciliations sont la plus grosse partie du travail des forces vives sur le terrain. On fait très attention à voir qui est où, si des personnes ne passent pas sous les radars et on travaille beaucoup en collaboration avec la Ville, notamment pour les marchands de sommeil...

Comme l'agent de quartier ne sait pas tout résoudre, des cellules de coordination sont mises en place entre les services logement, juridique, CPAS, pompiers... »

La nécessité de connaître davantage la loi dans les quartiers

« Avec le temps, on est vraiment passé d'agent de quartier à agent de proximité, avec cette possibilité de résolution de problèmes à la base. C'est un relais entre la zone de police et l'autorité communale. »

Soulignons aussi qu'au début,

Chacune des cinq antennes est un petit commissariat délocalisé. Et lorsque les agents hurlus n'y reçoivent pas la population, ils sont au maximum sur le terrain...



tains veulent un peu plus, en travaillant en profondeur dans les quartiers. Ils doivent d'ailleurs connaître plus de loi : la sécurité routière, tous les règlements administratifs, l'aménagement du territoire et

l'urbanisme ou encore le code pénal dans un registre que d'autres maîtrisent moins comme la hauteur des haies, des distances auxquelles elles peuvent être plantées...

Les agents de quartier restent toutefois des policiers : ils sont armés, suivent les mêmes formations, les mêmes recyclages que leurs collègues. Ils sont formés et peuvent donc intervenir en première ligne. » ■

Le « bleu » revient dans l'hôtel de ville hurlu

Avec le transfert des différents services communaux vers le tout nouveau centre administratif, il n'y a plus âme qui vive dans l'hôtel de ville historique.

Parallèlement, il se dit depuis des mois que les agents de quartier du centre quitteraient la Rénovation urbaine pour s'installer dans l'ancien bureau des bourgmestres et leur secrétariat mais on n'a toujours rien vu venir... L'idée est toujours au programme mais prend un peu plus de temps que prévu suite à la découverte d'un



peu d'amiante dans le bâtiment. « Il a fallu faire une étude avec Christian Vanhoutte, le responsable « Bâtiments » de la Ville, et lancer un marché public. Ce dé-

samiantage se fera assez vite. Il faudra aussi y transférer la fibre optique... » justifie la bourgmestre, Brigitte Aubert. De son côté, M^{me} Noterdeam confirme l'intérêt de déménager de l'actuel lieu inadapté avec ses deux niveaux. « Nos agents y sont vraiment à l'étroit et il n'y a même pas de salle d'attente pour y recevoir le public... » ■ T.T.

A MODE

10 JOURS FOUS

du MER 9 au SAM 19 MAI

-15%
de remise directe*

Le 12 mai, toutes les mamans recevront une chouette attention !

ONLY. VERO MODA. JACK & JONES. VILA. STATE OF ART. K DESIGN. s.Oliver et plein d'autres.

* Non-combinable avec d'autres réductions ou actions de Family Card

MOUSCRON (ESTAIMPUIS) Centre Commercial Mains & Sabots | OUVERT TOUS LES DIMANCHES DE 10h À 18h30 !

AMODE.BE f i